

2021

PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE

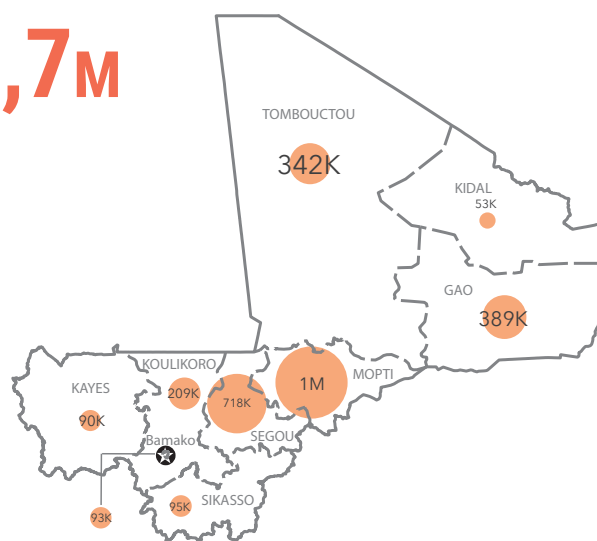
Janvier à décembre 2021

FEVRIER 2021



PERSONNES CIBLÉES*

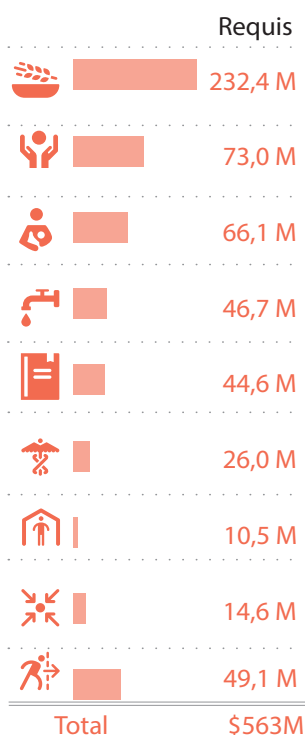
4,7M



* Le total est la somme des plus grandes cibles par cercles. Il représente le chiffre du cluster ayant le plus grand effectif de personnes ciblées.

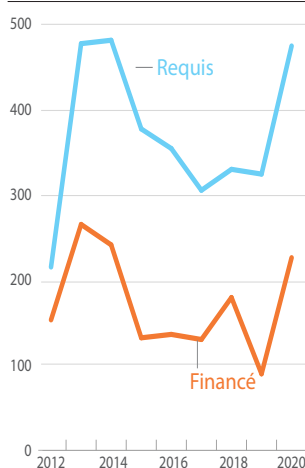
Crédit : Michele Cattani

FONDS REQUIS (US\$)*



*voir page 2 pour plus de détails

ÉVOLUTION DU FINANCEMENT



NOMBRE DE PARTENAIRES

58

POPULATION TOTALE

20,5M

PERSONNES AFFECTÉES

11,7M

PERSONNES DANS LE BESOIN

5,9M

PERSONNES CIBLÉES

4,7M










FONDS REQUIS (US\$)

563M

PLAN DE REPONSE HUMANITAIRE DU MALI 2021

Le plan de réponse humanitaire (HRP) 2021 s'inscrit dans le cycle de planification humanitaire tri annuel 2020-2022. Il s'articule avec les interventions des autres partenaires non humanitaires afin de relier l'urgence au développement en vue de favoriser le relèvement et la résilience des populations.

BESOINS, CIBLES ET BUDGETS

CLUSTERS	TOTAL			PAR STATUT			PAR SEXE & AGE			FINANCEMENT	
	Personnes dans le besoin	Personnes ciblées	% ciblées vs besoin	PDI (Personnes Déplacées Internes)	Personnes rapatriées et retournées	Autres	% Femme	%Enfant	Adulte 3 Personnes âgées	Requis(m\$)	Reçus vs Gap 4 (m\$)
 Sécurité alimentaire	2,2M	1,8M	80%	148K	80K	1M	50%	56 41 3%		232,8	0
 Protection	3,46M	3,0M	88%	90K	140K	321K	52%	55 41 4%		73,0	0
 Nutrition	1,1MK	755,5K	68%	25K	26K	842K	58%	87 14%		66,1	0
 EHA ²	2,2M	1,8M	80%	42K	36K	960K	50%	56 41 3%		46,7	0
 Education	558K	485K	87%	24K	53K	280K	51%	99 01 0%		44,6	0
 Santé	1,8M	1,8M	100%	95K	71K	2M	51%	55 41 3%		26,0	0
 Abris et BNA	821K	213K	26%	21K	23K	73K	50%	56 41 3%		10,5	0
 Coordination	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14,6	0
 Réfugiés ¹	0,1K	0,1K	100%	-	-	-	51%	75 22 3%		49,1	0
Total	5,9M⁴	4,7M⁴	77%				52%	67 30 3%		563M	0,0M

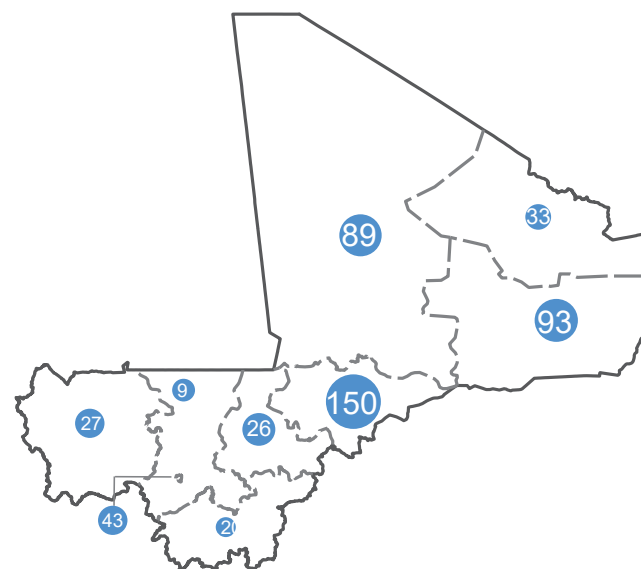
1- Biens non alimentaires 2- Eau Hygiène et Assainissement 3- Enfants (< 18 ans) | Adultes (18 - 59 ans) | Personnes âgées (> 59 ans) 4- Somme des plus grand nombre par cercle.

5-Sources FTS: au 01-01-2021

PRÉSENCE OPÉRATIONNELLE : NOMBRE DE PARTENAIRES

Le contexte humanitaire au Mali pour l'année 2021 continue d'être marqué par les chocs préexistants (conflits/ Insécurité ; sécheresses, inondations et épidémies) avec des poches d'épizooties et de périls acridien qui menacent la vie et fragilisent les moyens d'existence des ménages affectés. L'apparition de la COVID 19 en mars 2020 se juxtapose à ces chocs accentuant la vulnérabilité des populations ainsi que la sévérité des besoins sectoriels et intersectoriels. Les récurrentes contraintes d'accès humanitaires éloignent bon nombre de personnes des services sociaux de base vitaux, les poussant parfois à recourir à des stratégies de survie ou d'adaptation négatives. Le pays compte 11,7 millions de personnes affectées, parmi lesquels 5,9 millions sont dans le besoin d'assistance humanitaire dont 51% de femmes, 54,2% d'enfants, 3,38% de personnes âgées et 15% de personnes en situation de handicap. Les personnes dans le besoin proviennent de Mopti (1,6 millions), Ségou (1,2 millions), Tombouctou (1,1 millions), Gao (600 000), Kayes (400 000), Bamako (300 000), Koulikoro (200 000), Sikasso (100 000), Kidal (70 000). Au niveau sectoriel, les besoins sont comme suivis : protection (3,5millions) ; sécurité alimentaire (2,2 millions) ; l'EHA ((2,2millions) ; santé (1,8 millions) ; nutrition (1,1millions) ; abris/BNB (821 000) ; éducation (585 800) ; réponses aux réfugiés (128 500).

256*



* Un même partenaire peut être opérationnel dans plusieurs région. Le total n'est donc pas la somme des partenaires par régions. Il représente le nombre de partenaires opérationnelles par région.

Les organisations humanitaires auront besoin d'un budget de 563 millions de dollars américains pour la mise en œuvre de l'ensemble des interventions du Plan de Réponse Humanitaire pour couvrir les besoins des 4,7 millions de personnes ciblées. Le financement requis par secteur est réparti comme suit : sécurité alimentaire (232,4M, soit 41,2%), protection (73M, soit 12,937%), nutrition 66,1M, soit 11,7%), réfugiés (49M, soit 8,68%), EHA (46,7M, soit 8,27%), éducation (44,6M, soit 7,9%), santé (26M, soit 4,6%), Coordination et services communs (15,9M, soit 2,82%) et abris/BNB (10,6M, soit 1,9%).

Une bonne proportion des projets comporte une dimension intersectorielle, permettant une réponse holistique aux besoins variés des groupes et sous-groupes prioritaires de populations dans les différentes zones. Les différentes interventions seront intégrées à d'autres activités sectorielles, tout en respectant les thématiques transversales telles que la protection transversale, la redevabilité le genre, l'âge, le handicap et le nexus.

Objectif stratégique 1 : Sauver et préserver la vie et la dignité d'au moins 80% des populations vulnérables affectées par une crise humanitaire ou par des catastrophes naturelles à travers une assistance multisectorielle en nature et en cash adressant leurs besoins vitaux et de survie y compris le monitoring de protection dans les cercles prioritaires des régions nord, centre, sud et ouest d'ici fin 2022.

Objectif stratégique 2 : Permettre à au moins 80% des populations hôtes, PDI, retournés, rapatriés, migrants et autres groupes vulnérables des zones affectées par la crise au centre, nord, sud et ouest du Mali d'avoir accès à des services sociaux de base de qualité d'ici fin 2022.

Objectif stratégique 3 : Permettre une approche holistique de protection transversale, intégrée ou spécialisée, fondée sur les droits de l'homme à au moins 80% des personnes affectées pour l'ensemble de l'intervention en veillant à ce que la protection soit au cœur de l'action humanitaire d'ici 2022

Objectif stratégique 4 : Renforcer les capacités de résilience d'au moins 80% des personnes dans au moins 75% des régions à faire face à des chocs, diminuer les vulnérabilités et améliorer les stratégies de subsistance et la préparation aux catastrophes d'ici 2022

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

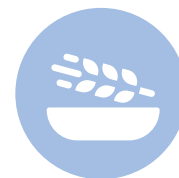
Les partenaires du cluster ont décidé pour l'année 2021 de cibler 1,786 millions de personnes pour un budget de 232,4 millions USD avec une réponse humanitaire faite d'assistance alimentaire, d'appui au relèvement rapide et durable des moyens d'existence et de renforcement de leur résilience .

Les trois axes majeurs sont comme suit :

- La réponse d'urgence aux besoins immédiats liés à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en assurant l'accès à une nourriture de qualité et son utilisation saine, à travers une assistance co-ordonnée et intégrée avec les autres secteurs et acteurs ;

- La complémentarité de la réponse d'urgence avec les actions d'appui aux moyens d'existence et de renforcement de la résilience communautaire, en améliorant l'accès aux actifs productifs et aux marchés pour assurer la disponibilité, l'accès et la stabilité des approvisionnements ;

- Le renforcement des capacités des acteurs locaux et étatiques pour améliorer le suivi de la situation, la préparation et la coordination de la réponse aux chocs socio-économiques et climatiques.



03

PERSONNES DANS LE BESOIN



2,2M

PERSONNES CIBLÉES



1,8M

FONDS REQUIS (US\$)



232M

DE PROJETS



36

OBJECTIF 1

Assurer la réponse d'urgence aux besoins immédiats liés à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en assurant l'accès à une nourriture de qualité et son utilisation saine, à travers une assistance coordonnée et intégrée avec les autres secteurs et acteurs

OBJECTIF 2

Assurer la complémentarité de la réponse d'urgence avec les actions d'appui aux moyens d'existence et de renforcement de la résilience communautaire, en améliorant l'accès aux actifs productifs et aux marchés pour assurer la disponibilité, l'accès et la stabilité des approvisionnements

OBJECTIF 3

Renforcer les capacités des acteurs locaux et étatiques pour améliorer le suivi de la situation, la préparation et la coordination de la réponse aux chocs socio-économiques et climatiques

CONTACT

Vincent BOULARDOT
Coordonnateur

vincent.boulardot@wfp.org



Crédit: OCHA/Michèle Cattani

PROTECTION

1. Protection générale

Pour l'année 2021, le cluster protection s'est engagé à accroître la portée de sa réponse à travers un recours à des actions plus flexibles tenant compte de l'environnement complexe. Au niveau opérationnel, 3 054 000 personnes ont été ciblées pour la réponse humanitaire qui requiert un budget de total de 73 millions USD pour mettre en oeuvre les actions suivantes :

- La collecte régulière des incidents de protection, l'évaluation et l'analyse de la situation de protection ;
- Le suivi des déplacements forcés de personnes et de mouvements de retour ;
- La conduite d'analyses sensibles aux conflits et d'évaluation rapides et approfondies des besoins de protection ;
- La prévention, l'atténuation des risques et la sensibilisation sur les violations des droits humains et les incidents de protection ;
- La délivrance de services de protection permettant une prise en charge holistique (médicale, psychosociale, légale, sécuritaire, réinsertion socio-économique et scolaire) des communautés affectées ;
- La lutte contre la discrimination, la stigmatisation et l'appui psychosocial pour les personnes affectées directement ou indirectement par la COVID-19 ou la violence ;
- Le renforcement des capacités des acteurs pour la

prévention et la réponse de protection ainsi que la renforcement du cadre juridique et opérationnel de la protection.

2. Lutte Antimines

Les activités de la lutte antimines se poursuivront en 2021 dans les zones touchées par le conflit et la violence armée et viseront une cible de 0,8 million pour un budget de 5,3 millions USD. L'action antimine concernera toutes les activités visant à réduire les risques pour les civils, à aider les survivants à recouvrer leur autonomie au sein des communautés à favoriser des conditions de stabilité et de développement durable et à renforcer leur résilience dans les régions affectées par la menace explosive.

Les interventions seront agencées suivant six volets complémentaires :

- La prévention des accidents liés aux engins explosifs et aux ALPC ;
- La collecte et l'analyse d'informations relatives aux incidents pour comprendre la nature de la menace et concevoir une réponse humanitaire adéquate ;
- L'éducation aux risques des engins explosifs, tels que les EEI, les mines, et les REG, ainsi que les ALPC ;
- Les enquêtes non techniques pour comprendre l'ampleur des contaminations ;
- L'assistance aux victimes visant à leur prise en charge holistique, notamment par l'identification, le référencement aux services adéquats, la prise en charge médicale et, psychosociale, la réhabilitation physique et la réinsertion



socio-économique ;

- Le renforcement des capacités nationales et locales afin d'apporter une réponse efficace et durable aux risques auxquels la population est confrontée ;
- La réduction de la violence communautaire à travers les microprojets et de fora sur la cohésion sociale et autres initiatives communautaires.

3. Protection de l'enfant

Les partenaires du sous cluster ont décidé de cibler pour l'année 2021, au total, 828 728 enfants de moins de 18 ans (406 275 garçons et 422 453 filles pour un budget requis de 26,8 millions USD). Les acteurs du sous cluster protection de l'enfant orienteront leurs interventions vers les enfants les plus vulnérables parmi les populations déplacées internes, retournées, et rapatriées et les communautés hôtes, et ce autour des interventions qui visent à assurer :

- La surveillance et le rapportage sur les six violations graves des droits des enfants en situation de conflit armé (MRM) ;
- La prise en charge (y compris psychosociale et médicale) des enfants dans les centres de transit et d'orientation ou dans les familles d'accueil ;
- La réunification familiale et la réintégration socioéconomique des enfants affectés par les conflits et autres chocs ; notamment les enfants associés aux forcés et groupes armés et les enfants non-accompagnés/séparés ;
- Le soutien psychosocial individuel et à base communautaire dans les espaces amis d'enfants et autres espaces sécurisés par le biais de séances d'écoute et autres activités psychosociales ;
- L'obtention d'actes de naissance pour les enfants affectés par le conflit à travers la délivrance de jugements supplétifs.

4. Violences Basées sur le Genre (VBG)

En 2021, la prévention et la lutte contre les VBG seront poursuivies avec un paquet d'interventions humanitaires visant prioritairement à accroître l'accès aux services de prise en charge holistique pour les personnes survivant(e) des VBG et les activités de sensibilisation pour les 1,125,576 personnes ciblées par le sous-cluster VBG.

Ainsi, les stratégies d'intervention pour l'année 2021 vont s'articuler autour des axes suivants :

- La mise en place ou renforcement des services holistiques pour les personnes survivantes de VBG (la fourniture de kits de dignité et de kits post viol, les activités de réinsertion sociale et scolaire des personnes survivantes de VBG ;
- L'intégration de la lutte contre les VBG dans les interventions des Clusters Santé, Sécurité Alimentaire, Nutrition, EHA et dans les activités des autres Sous-Clusters et Groupes thématiques du Cluster ;
- La programmation et le plaidoyer axés sur des données et des évaluations des VBG ;
- La prévention et l'atténuation de la propagation du virus COVID-19 à travers le réseau des leaders communautaires et jeunes par la disponibilité de kits de protection ;
- L'appui technique au Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille pour le processus d'adoption du projet de loi sur les VBG ;
- L'autonomisation des femmes et des filles et la réduction des vulnérabilités par la mise en place des espaces sûrs pour l'accès à l'information, et les activités récréatives ;
- Le renforcement des activités communautaires de sensibilisations d'information et d'apprentissage.

PERSONNES DANS LE BESOIN



3,5M

PERSONNES CIBLÉES



3,0M

FONDS REQUIS (US\$)



73,0M

DE PROJETS



52

OBJECTIF 1

Assurer et coordonner une collecte de données de qualité afin de produire une analyse adéquate de la situation de protection (y compris sur les violations DIH/DIDH, le déplacement forcé, la VBG, la PE, la LAMH, les conflits fonciers) des populations affectées en vue de renforcer les capacités de réponse, le plaidoyer et la mobilisation des financements pour une réponse efficace aux principaux besoins de protection des populations affectées
Objectif sectoriel

OBJECTIF 4

Renforcer le cadre juridique et opérationnel de la protection dans l'action humanitaire

OBJECTIF 2

Contribuer à la réduction des vulnérabilités et au renforcement de la capacité de résilience des populations exposées aux risques de protection, y compris les populations hôtes, par le renforcement des actions de prévention, de cohésion sociale, et de protection à base communautaire

OBJECTIF 3

Renforcer la coordination des interventions de réponse et les capacités des acteurs pour améliorer la qualité et la couverture géographique des services et apporter une réponse holistique de protection aux personnes affectées, via notamment une cartographie des services et un système de référencement harmonisé

CONTACT

Marie-Emilie DOZIN
Coordonnatrice
dozin@unhcr.org



Crédit: OCHA/Michele Cattani

NUTRITION

Dans le cadre du HRP tri annuel 2020-2022, la stratégie du cluster nutrition en 2021 poursuivra les efforts tout en s'adaptant aux mesures inhérentes à la COVID-19. A ce titre, le renforcement de l'intersectorialité et du travail sur les causes de l'insécurité nutritionnelle, la mise à l'échelle des stratégies communautaires et le renforcement des systèmes de santé et de gestion locale seront priorisées. Les partenaires du cluster ont convenu d'une cible de 754 000 personnes pour un budget nécessaire de 66,1 millions afin d'assurer des interventions suivant trois (3) axes à savoir :

1. la détection précoce, le référencement et le traitement des cas de malnutrition aigüe (sévère et modérée) ;
2. la surveillance nutritionnelle et prévention de la

malnutrition pour les populations les plus à risques, de par leurs caractéristiques ou leur environnement (enfants en bas âge, adolescent, femmes enceintes et allaitantes, personnes porteuses de handicap) en priorité dans les zones affectées par une crise quelle que soit sa nature ;

3. La promotion de l'approche Nexus, à travers un meilleur continuum avec les acteurs de développement, et le renforcement des capacités des services techniques et des acteurs communautaires pour l'intégration des questions de nutrition.



PERSONNES DANS LE BESOIN



1,1M

PERSONNES CIBLÉES



754,7k

FONDS REQUIS (US\$)



66,1M

DE PROJETS



23

OBJECTIF 1

Assurer la détection précoce, le référencement et le traitement des cas de malnutrition aigüe (MAS et MAM).

OBJECTIF 2

Assurer la surveillance de la situation nutritionnelle et la prévention de la malnutrition aigüe au sein des populations les plus à risques

OBJECTIF 3

Promouvoir l'approche Nexus en consolidant l'intégration de la nutrition dans le paquet minimum d'activités à tous les niveaux de la pyramide sanitaire et en impliquant les secteurs sensibles et contributifs à la lutte contre la malnutrition.

CONTACT

Perrine LOOCK
Coordonnatrice
ploock@unicef.org



Crédit: OCHA/Michele Cattani

EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT (EHA)

La stratégie d'intervention du secteur de l'EHA pour 2021 a identifié 1,798 000 personnes comme cibles pour un budget requis de 46,7millions USD.

En termes de réponse, les partenaires du secteur ont retenu trois (3) axes d'intervention, à savoir :

- La réponse EHA d'urgence aux hommes, aux femmes et aux enfants en situation d'urgence, y compris les personnes âgées et les personnes en situation de handicap, de façon intégrée et adaptée à leur vulnérabilité ;

- L'amélioration de l'accès équitable et durable des filles, des femmes, des garçons et des hommes des différentes couches de la population aux infrastructures et services EHA dans les zones cibles à travers une approche participative centrée sur les populations ;

- Le renforcement des capacités de réponse aux chocs des acteurs locaux et leur gestion pérenne des services et infrastructures EHA.



PERSONNES DANS LE BESOIN



2,2M

OBJECTIF 1

Apporter une assistance EHA d'urgence aux populations vulnérables, dans les zones ciblées, de façon coordonnée, intégrée et adaptée à leur vulnérabilité d'ici fin 2022

PERSONNES CIBLÉES



1,8M

OBJECTIF 2

Contribuer aux réponses d'urgence aux crises nutritionnelles à travers des interventions EHA

FONDS REQUIS (US\$)



46,7M

OBJECTIF 3

Assurer les mesures EHA et PCI de qualité dans les centres de soins de santé (espaces d'isolement ou de prise en charge) recevant des patients COVID 19

DE PROJETS



32

OBJECTIF 4

Protéger les populations vulnérables afin de ralentir la propagation du COVID-19 à travers la sensibilisation et l'accès aux kits d'hygiène

OBJECTIF 5

Améliorer l'accès des populations, y compris les déplacés, rapatriés et retournés, aux infrastructures et services EHA de façon durable dans les zones vulnérables ciblées d'ici fin de 2022

OBJECTIF 6

Assurer l'accès à des services PCI COVID (fonctionnels et permanents) pour les populations vulnérables, les écoles et les lieux publics

OBJECTIF 7

Assurer la prise en compte des risques de protection et l'implication des bénéficiaires ainsi que leur satisfaction dans la réalisation des activités EHA

OBJECTIF 8

Renforcer les capacités de réponse aux chocs des acteurs locaux et leur gestion pérenne des services et infrastructures EHA

CONTACT

Dodo Natatou SANOUSSI
Coordonnateur
sdodonatou@unicef.org



Crédit: OCHA / Michele Cattani

ÉDUCATION

Pour l'année 2021, le cluster éducation vise à assurer la poursuite de la réponse humanitaire en éducation tout en assurant un environnement d'apprentissage protecteur dans le contexte COVID-19.

Dans ce cadre, les partenaires du cluster éducation ont ciblé 485 832 personnes nécessitant un budget d'environ 44,6 millions USD.

En termes d'interventions, les activités seront conduites autour de cinq (5) axes, à savoir :

- La poursuite de la réponse humanitaire en éducation tout en assurant un environnement d'apprentissage protecteur dans le contexte COVID-19 ;
- La poursuite de l'alimentation scolaire à travers la cantine scolaire et un protocole anti COVID ;

- La continuité d'offrir une éducation de qualité aux enfants déscolarisés/ non scolarisés dans les régions affectées par une crise quelle que soit sa nature ;

- L'accès équitable à une offre éducative inclusive et de qualité dans un environnement protecteur ;

- Le renforcement des capacités de résilience du système éducatif (formation des acteurs de l'éducation sur la cohésion sociale, la culture de la paix, la réduction des risques des catastrophes).



PERSONNES DANS LE BESOIN



558,4k

PERSONNES CIBLÉES



485,8k

FONDS REQUIS (US\$)



44,6M

DE PROJETS



17

OBJECTIF 1

Promouvoir l'accès équitable à une offre éducative inclusive et de qualité dans un environnement protecteur.

OBJECTIF 2

Offrir une éducation de qualité aux enfants déscolarisés/non scolarisés dans les régions affectées par une situation de crise.

OBJECTIF 3

Renforcer les capacités de résilience du système éducatif (formation des acteurs de l'éducation sur la cohésion sociale, la culture de la paix, la réduction des risques des catastrophes ...)

CONTACT

Patrick LIKELE

Coordonnateur

plikele@unicef.org



Crédit: OCHA/ Michele Cattani

SANTÉ

En ce qui concerne l'année 2021, les partenaires du cluster santé, ont identifiés 1,785 millions de personnes à cibler pour un budget requis de 26 millions USD.

Au niveau opérationnel, la réponse des partenaires du cluster santé reposera sur les axes ci-dessous :

- Le renforcement du système d'information sanitaire pour améliorer la qualité de la collecte, l'analyse, l'interprétation et la transmission et l'exploitation des données ;
- Le renforcement de l'accès et l'offre aux soins de santé de qualité aux populations en améliorant les soins curatifs et obstétricaux, les plateaux techniques de CSCOM et CSRef, les équipes mobiles ainsi que les activités de prévention comme la vaccination ;
- Le renforcement du système de préparation et de riposte

aux épidémies et catastrophes à travers le renforcement des capacités, les systèmes de surveillance et les plans de contingence ;

- La fourniture aux populations et notamment aux victimes de VBG l'accès aux services, dont de soutien psychosocial dans les 29 districts prioritaires en assurant l'intégration des soins de VBG dans le dispositif d'offre de soins de santé ;
- Le renforcement des mécanismes de coordination du Cluster santé au niveau national et régional avec une régularité des réunions, des évaluations rapides et approfondies sectorielles et la prise en compte de l'approche Nexus humanitaire-développement collaboration avec les DRS et la DNS et les partenaires de développement.



PERSONNES DANS LE BESOIN



1,8M

PERSONNES CIBLÉES



1,8M

FONDS REQUIS (US\$)



26,0M

DE PROJETS



13

OBJECTIF 1

Renforcer le système d'information sanitaire au niveau de districts sanitaires.

OBJECTIF 2

Améliorer le système de préparation et de riposte aux épidémies et catastrophes dans les 29 districts sanitaires.

OBJECTIF 3

Assurer la prise en compte des risques des protection et l'implication des bénéficiaires ainsi que leur satisfaction dans la réalisation des activités EHA.

CONTACT

Dr. Mohamadou Bachir
MBODJ
Coordonnateur
mbodjm@who.int



Crédit: OCHA/Michele Cattani

ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES

Pour l'année 2021, selon les partenaires du secteur des abris/BNA, les populations les plus vulnérables sont principalement les personnes déplacées internes (PDI) suite aux conflits ou les inondations, les retournés et les populations non déplacées avec des besoins spécifiques. 220 000 personnes sont ciblées pour une enveloppe financière requise de 10,6 millions de dollars.

Les interventions du cluster se polarisent autour des actions suivantes :

- L'évaluation des besoins en abris et BNA dans les régions et cercles impactés par les déplacements de populations ;
- Le pré-positionnement de kits BNA dans les zones affectées ;
- Ciblage des populations les plus vulnérables et distribution de kits BNA ;
- Le pré-positionnement de kits abris d'urgence dans les zones affectées ;

• La fourniture d'abris d'urgences aux ménages évalués et éligibles ;

• L'évaluation de la déperdition des moyens de subsistance des familles hôtes ou en situation de retour durable ;

• L'appui à la construction ou à la réhabilitation des abris durables pour les populations vulnérables ;

• Assurer que la population affectée et vulnérable sur les sites et lieux de regroupement bénéficie à l'égalité des solutions d'hébergement temporaires et ait accès aux biens non alimentaires standards de base de manière équitable et une solution en abri adéquate ;

• La collecte, analyse et partage de données sexospécifiques relatives aux besoins et aux interventions des partenaires (réalisation d'enquêtes post interventions et activités de suivi et évaluation).



PERSONNES DANS LE BESOIN



821k

PERSONNES CIBLÉES



213k

FONDS REQUIS (US\$)



10,5M

DE PROJETS



13

OBJECTIF 1

Apporter une réponse en abris d'urgence et biens non-alimentaires aux populations dans le besoin..

OBJECTIF 2

Assurer la coordination dans l'appui aux partenaires étatiques et opérationnels pour de solutions abris et biens non-alimentaires.

OBJECTIF 3

Renforcer et assurer la continuité du processus de mise en œuvre des solutions durables en logements dignes et conformes aux attentes des bénéficiaires.

CONTACT

Julien PESCHMANN

Coordonnateur

peschmann@unhcr.org



Crédit: UNHCR/Gao

COORDINATION ET SERVICES COMMUNS

Sous l'angle de la coordination et services communs en 2021, les partenaires de ce secteur se sont engagés à assurer des services au profit de 256 organisations et partenaires humanitaires. Pour y parvenir le secteur cible 4,7 millions de personnes pour un budget de 14,6 million USD.

Les partenaires humanitaires s'engagent à articuler les interventions autour :

- D'une coordination renforcée, opérationnelle et redevable afin d'augmenter l'impact et l'efficacité des interventions des acteurs humanitaires. OCHA, avec ses partenaires, continuera à fournir une assistance humanitaire efficace;
- Du plaidoyer, et de la gestion de l'information pour une meilleure planification et orientation de la réponse humanitaire en conformité avec les respects des principes humanitaires.
- D'un renforcement de la décentralisation de la coordination au niveau régional en renforçant la complémentarité avec les mécanismes de coordination nationaux cela sera appuyer par les sous bureaux d'OCHA

et la présence des points focaux humanitaires.

Des services communs adaptés pour faciliter la conduite de l'action humanitaire seront renforcés. Le service aérien de la communauté humanitaire UNHAS sera maintenu et l'option de nouvelles routes seront explorées.

Au niveau de la production et du partage de produits ou supports d'informations humanitaires, OCHA poursuivra son travail, à travers la centralisation et le partage de l'information, le plaidoyer, la communication, la rédevabilité et le renforcement de la communication avec les communautés.

UNDSS et INSO continueront à apporter leurs services d'appui à la sécurité et sûreté des travailleurs humanitaires sur le terrain à travers divers outils, moyens et approches y compris le renforcement des capacités collectifs et individuels. Cela constitue une garantie de sécurisation de l'assistance humanitaire dans les régions affectées.



FONDS REQUIS (US\$)

 **14,6M**

DE PROJETS

 **4**

OBJECTIF 1

Adapter les mécanismes de coordination pour une réponse humanitaire coordonnée, efficace et efficiente

OBJECTIF 2

Contribuer à la prise de décisions stratégiques et opérationnelles pour une réponse humanitaire coordonnée, efficace, efficiente et effective

OBJECTIF 3

Stimuler l'action collective dans la mobilisation de financements efficaces pour une action humanitaire suffisante, rapide et coordonnée

OBJECTIF 4

Appuyer la sécurisation de l'assistance humanitaire dans les régions affectées par la crise.

OBJECTIF 5

Faciliter la mobilité des acteurs et biens humanitaires dans les zones affectées par la crise

OBJECTIF 6

Faciliter les réalisations collectives pluriannuelles et plurisectorielles entre acteurs humanitaires et acteurs de développement

CONTACT

David CIBONGA
Chef de la Coordination
Inter-Clusters
cibonga@un.org



RÉPONSES AUX RÉFUGIÉS

Le HCR et ses partenaires du cluster ont décidé de cibler 128 500 personnes, ce qui correspond à l'ensemble des réfugiés, personnes à risque d'apatridie et rapatriés au Mali selon les prévisions pour 2021. Avec un budget de 49,1 millions USD, la réponse se concentre autour de 16 projets. Les priorités opérationnelles d'intervention se focalisent autour des thématiques suivantes :

- La protection légale, y compris l'accès à l'asile et le cadre législatif, l'enregistrement et la vérification des personnes ciblées et leur documentation appropriée ;
- La prévention et la réduction du risque d'apatridie au travers de procédures d'identification et de réformes juridiques ;
- Le suivi des mouvements mixtes, l'informations aux intéressés et la formation des autorités, le Mali étant un important pays de départ et de transit ;
- La protection à base communautaire (mobilisation et coexistence pacifique, prévention, interventions et plaidoyer sur les VBG et la protection de l'enfance) ;
- L'accès à l'éducation ainsi qu'aux autres services sociaux de base (santé, eau potable, assainissement) par le renforcement des structures nationales ;

• Les abris et infrastructures, dans une approche prenant en compte la protection de l'environnement ;

• L'autonomisation, par le renforcement des opportunités économiques et des moyens de subsistance, pour promouvoir la résilience ;

• L'accès aux solutions durables, dont le rapatriement volontaire, la réinstallation et l'intégration locale, en fonction des profils et des besoins.

Des priorités spécifiques sont définies selon les besoins particuliers des groupes de populations, en accord avec les autorités compétentes en charge des personnes réfugiées et rapatriées et en synergie avec les acteurs de développement.

Une attention particulière est portée sur la mise en œuvre des engagements du Mali au Forum mondial sur les réfugiés (déc. 2019) et au Segment de haut niveau sur l'apatridie (oct. 2019), ainsi que sur les conclusions du Dialogue régional de protection et de solutions dans le cadre des déplacements forcés de Bamako (sept. 2019).



PERSONNES DANS LE BESOIN



48k

PERSONNES CIBLÉES



48k

FONDS REQUIS (US\$)



49,1M

DE PROJETS



16

OBJECTIF 1

Garantir l'accès au territoire et l'effectivité de la protection internationale dans un contexte de mouvements mixtes

OBJECTIF 2

Améliorer l'accès aux services sociaux/économiques de base pour les réfugiés et communautés hôtes à travers le renforcement des capacités nationales et locales

OBJECTIF 3

Promouvoir la recherche de solutions durables aux réfugiés et autres personnes en besoin de protection internationale

CONTACT

Charles GATOTO
gatoto@unhcr.org



Crédit: UNHCR/Gao

ACRONYMES

HRP	Plan de Réponse Humanitaire
BNA	Biens non alimentaires
EHA	Eau, hygiène et assainissement
PCI	Prévention et contrôle des infections
MAS	Malnutrition aiguë sévère
MAM	Malnutrition aiguë modérée
STE	Services Techniques Etatiques
MRM	Mécanisme de surveillance , de communication et d'information sur les violations graves à l'encontre des enfants dans les situations de conflit armé
MARA	Mécanisme des arrangements de suivi, d'analyse et de communication de l'information sur la violence sexuelle liée aux conflits
ALPC	Armes légères et de petit calibre
EEI	Engins explosifs improvisés
REG	Restes explosifs de guerre
VBG	Violences Basées sur le Genre
DIH	Droit international humanitaire
DIDH	Droit international des droits de l'homme
LAMH	Lutte antimine humanitaire
PE	Protection de l'enfance
CSCOM	Centres de santé communautaires
CSREF	Centre de Santé de référence
DRS	Direction Régionale de la Santé
DNS	Direction nationale de la Santé
ICC	Inter cluster coordination Group
INSO	International NGO Safety Organisation
UNDSS	United Nations Department of Safety and Security

ET SI ? ...ON N'APPORTE PAS DE RÉPONSE

UN NOMBRE ACCRU DE PERSONNES SE TROUVERA EXPOSÉ AUX MALADIES DIARRHÉIQUES, AVEC UNE AGGRAVATION DE LA MALNUTRITION CHEZ LES ENFANTS ET DES CONFLITS D'ACCÈS À L'EAU



Une absence de réponse EHA aggraverait les risques d'épidémies d'origine hydrique pour environ 1,8 million de personnes. Les acteurs responsables de la prise en charge de la malnutrition chez les enfants verront également leurs efforts diminués étant donné que plus de la moitié des cas de malnutrition sont associés aux maladies diarrhéiques liées au manque d'hygiène, au faible niveau d'accès à l'eau potable et aux conditions d'assainissement inadéquates.

AGGRAVATION DE L'ENVIRONNEMENT DE PROTECTION DÉJÀ PRÉCAIRE DANS LES RÉGIONS DU NORD ET DU CENTRE



Le manque de monitoring et de rapportage des incidents de protection et des mouvements de population exposerait de nombreuses victimes de violations aux risques de ne pas faire l'objet d'identification ni de référencement pour une prise en charge adéquate. L'interruption du monitoring de protection et du plaidoyer pourrait ainsi induire une recrudescence des conflits et des violations des droits de l'homme et du DIH. L'absence de réponse aux besoins de protection exposerait les populations aux risques d'adopter des stratégies d'adaptation négatives réduisant leur capacité de résistance aux chocs, impactant leur santé physique, psychologique et mentale, leur sécurité, leur dignité et la jouissance de leurs droits fondamentaux. L'absence d'approche de prévention des risques de protection pourrait occasionner une recrudescence de foyers de tensions et de conflits. Le manque de renforcement du cadre opérationnel et juridique de la protection, des capacités des acteurs humanitaires, de développement et des structures étatiques pourrait contribuer au délitement continu d'un environnement de protection déjà précaire dans les régions du nord et du centre et mettant en péril les droits fondamentaux et la protection de 3,4 millions de personnes.

LE MANQUE D'ÉDUCATION RENFORCERA LES CONFLITS ET LA VIOLENCE



La non-scolarisation des enfants des régions affectées par l'insécurité constitue une violation de leur droit à l'éducation. La déscolarisation des enfants en âge scolaire et les adolescents sur âgé, en particulier les filles présentent de graves conséquences sur leur développement cognitif et psychosocial harmonieux, mais aussi sur le développement de leur communauté et du pays tout entier. Du fait de manque d'encadrement et des alternatives éducatives adaptées à leurs besoins, ces derniers risquent une déscolarisation définitive.

Les 1 344 écoles non fonctionnelles au mois de novembre 2020 dans les communes affectées sont restées fermées jusqu'à la clôture de l'année scolaire 2020-2021 à la suite des attaques contre l'éducation (menaces des groupes armés à l'endroit des enseignants, attaques directes contre les établissements etc.). Cette situation affecte plus de 403 200 enfants de 03 à 17 ans sont en proie d'abus et d'exploitation, de violence sexuelle, le mariage précoce, la toxicomanie, l'activité criminelle et le recrutement par les groupes armés. Faute de perspective d'avenir, ces enfants risquent de contribuer à perpétuer le cycle des conflits et de la violence.

1,8 MILLION DE PERSONNES VULNÉRABLES N'AURONT PAS ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ



L'accès aux soins sera limité et de qualité moindre.

Des épidémies risqueront d'éclorre, notamment la rougeole, le paludisme et le choléra.

L'absence de soins obstétricaux d'urgence pourrait provoquer une augmentation de la mortalité maternelle.

LA PHASE DE CRISE POURRAIT SE TRANSFORMER EN PHASE D'URGENCE



Sans réponse, les populations les plus affectées par l'insécurité alimentaire dans les régions du nord et du centre du pays seront obligées de mettre en œuvre des mécanismes d'adaptation négatifs ils devront chercher à accéder à la nourriture, en vendant leur capital et leur force de travail, en diminuant le nombre de repas apportant de graves déficits nutritionnels aux jeunes et aux enfants jusqu'à se déplacer vers des zones d'insécurité. Sans assistance, les familles en besoin se trouvant en phase de crise seront en peu de temps dans une phase d'urgence ou de famine.

LE MANQUE D'ASSISTANCE EN ABRIS/BNA CONSTITUERA UN DÉFI FAISANT OBSTACLE AU RETOUR



Les conditions de vies précaires impliquent une variation entre 61% et 70% des familles présentant une échelle de sévérité et un saupoudrage de la situation qui évolue vers la partie méridionale du pays. Ces familles vont demeurer dans des abris de fortune (cabane et hutte) sur des sites spontanés non accessibles aux services de base, chez les familles d'accueil avec une forte densité démographique, dans des maisons effondrées par les effets de conflits et catastrophes naturelles ou enfin sur des propriétés privées à risques d'évictions forcées qui s'avère un phénomène accru ce dernier chez les personnes âgées et femmes veuves.

LA CRISE NUTRITIONNELLE PERDURERA DANS LES RÉGIONS LES PLUS AFFECTÉES



La vulnérabilité nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes s'aggraverait davantage dans les zones affectées. Des dizaines de milliers de ces enfants risquent de mourir en raison d'un système immunitaire affaibli. Ces enfants auront également un retard de croissance et risquent de souffrir de lésions cérébrales ou de maladies irréversibles telles que la cécité.

La phase de transition de l'urgence au développement sera plus longue que prévue et les mécanismes de résilience ne seront pas réellement consolidés. La malnutrition aura un impact sur la société tout entière car elle entravera la productivité et la croissance économique du pays.

GUIDE DU DONATEUR

CONTRIBUER AU PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE



Pour voir l'aperçu des besoins humanitaires, le plan de réponse humanitaire et les rapports de monitoring du pays, et donner directement aux organisations participant au plan, merci de visiter :

www.humanitarianresponse.info/operations/mali

DONNER PAR LE BIAIS DU FONDS CENTRAL POUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE (CERF)



Le CERF apporte un financement initial rapide pour des actions vitales lors de l'apparition de situations d'urgence et pour les opérations humanitaires essentielles, et sous financées, lors de crises prolongées. Le CERF, géré par OCHA, reçoit des contributions de différents donateurs principalement des gouvernements, mais aussi des compagnies privées, des fondations, des organismes caritatifs et des particuliers réunies dans un fonds unique. Il est utilisé pour des crises partout dans le monde. Pour en savoir plus sur le CERF et sur comment donner, visiter le site web du CERF :

www.unocha.org/cerf/our-donors/how-donate

AIDE D'URGENCE EN NATURE



Les Nations Unies encouragent les donateurs à faire des contributions en espèces, plutôt qu'en nature, pour une rapidité et une flexibilité maximum, ainsi que pour garantir que soient délivrés les biens humanitaires les plus urgents. Dans le cas où vous ne pouvez faire que des contributions en nature, en réponse aux catastrophes et aux urgences, merci de contacter :

logik@un.org

ENREGISTREMENT DE VOS CONTRIBUTIONS



OCHA gère le service de surveillance financière (FTS), qui enregistre toutes les contributions humanitaires rapportées (espèces, en nature, multilatérales et bilatérales). Son but est de donner du crédit et de la visibilité aux donateurs pour leur générosité, et de montrer le montant total des financements ainsi que des manques dans les plans humanitaires. Merci de signaler vos contributions à FTS, soit par email à fts@un.org ou par le biais du formulaire de contribution en ligne à <http://fts.unocha.org>